



**Conseil d'administration
du Programme
des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des
Nations Unies pour la
population**

Distr.
GÉNÉRALE

DP/1997/29
7 juillet 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Troisième session ordinaire de 1997
15-19 septembre 1997, New York
Point 5 de l'ordre du jour provisoire
UNOPS

BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LES SERVICES D'APPUI AUX PROJETS :
QUESTIONS FINANCIÈRES, BUDGÉTAIRES ET ADMINISTRATIVES : PRÉVISIONS
BUDGÉTAIRES POUR L'EXERCICE BIENNAL 1998-1999

Prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 1996-1997
et prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 1998-1999

Rapport du Directeur exécutif

RÉSUMÉ

Les prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 1996-1997 et les prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 1998-1999 du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets figurent dans le présent document. Elles ont été examinées et approuvées par le Comité de coordination de la gestion et présentées au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Le budget révisé pour l'exercice biennal 1996-1997 s'élève à 70,6 millions de dollars contre 65,4 millions de dollars pour le budget précédent.

Les prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 1998-1999 se montent à 84,7 millions de dollars.

Ces prévisions ont été établies en tenant compte de la croissance effective du portefeuille de projets de l'UNOPS et devraient être intégralement financées par les recettes provenant des prestations de services fournis par l'UNOPS dans le cadre du principe d'autofinancement.

I. INTRODUCTION

1. On trouvera dans le présent document, le budget révisé pour l'exercice biennal 1996-1997 ainsi que les prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 1998-1999 du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), présentés conformément à la décision 94/32 par laquelle le Conseil d'administration a décidé que le projet de budget biennal de l'UNOPS et celui du Programme des Nations Unies pour le développement seraient présentés séparément.
2. Conformément aux articles 6.3 et 6.4 du règlement financier de l'UNOPS, ces prévisions budgétaires sont présentées par l'intermédiaire du Comité de coordination de la gestion, qui les a approuvées, et ont également été soumises au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB).
3. Elles sont également conformes à l'article 6.2 du règlement financier de l'UNOPS qui dispose que le budget doit contenir les prévisions de dépenses et de recettes pour l'exercice biennal, au modèle de gestion financière décrit dans le document de présentation du budget pour l'exercice biennal (DP/1995/60) dont le Conseil d'administration a pris note dans sa décision 95/31 du 15 septembre 1995 ainsi qu'au plan stratégique de l'UNOPS qui sera présenté au Conseil d'administration lors de la session en cours.
4. Le Directeur exécutif a le plaisir d'annoncer qu'en 1996 l'UNOPS a de nouveau fonctionné selon le principe d'autofinancement. Les prévisions budgétaires contenues dans le présent document se fondent sur l'hypothèse qu'il continuera de fonctionner selon ce principe durant l'exercice biennal en cours et l'exercice 1998-1999.

II. PRÉVISIONS RÉVISÉES DE RECETTES ET DE DÉPENSES D'ADMINISTRATION POUR L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997

5. Les prévisions de recettes antérieures étaient fondées sur la formule globale présentée dans les documents DP/1995/60 et DP/1996/36. Dans les estimations pour l'exercice biennal en cours, l'UNOPS met davantage l'accent sur les détails des prestations, les recettes effectives et les prévisions de recettes des divisions opérationnelles proposées dans le cadre de la planification stratégique. Comme ce fut le cas pour les prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 1996-1997 (DP/1996/36), toutes les projections de recettes sont exprimées en chiffres bruts et les paiements versés aux bureaux de pays du PNUD en remboursement des frais encourus pour le compte de l'UNOPS sont indiquées séparément à la rubrique des dépenses administratives.
6. Les fonds confiés à l'UNOPS par ses clients, qui constituent ce qu'on appelle le portefeuille de projets, représentaient 1,4 milliard de dollars au début de 1997. En outre, l'UNOPS administre des prêts pour le compte du Fonds international de développement agricole (FIDA) d'une valeur supérieure à 1,5 milliard de dollars, ce qui porte la valeur totale des fonds de développement dont l'UNOPS est responsable à 3 milliards de dollars environ.

A. Recettes

7. Le montant total des recettes prévues pour l'exercice biennal qui figure dans le document DP/1996/36 s'élève à 67,2 millions de dollars a servi de base à l'établissement du budget d'administration. Les projections de recettes révisées indiquées dans le présent document se fondent sur les recettes effectives de 1996 et les prévisions de recettes pour 1997 établies dans le cadre de la planification stratégique. Les projections de recettes révisées pour l'exercice 1996-1997 s'élèvent à 77,4 millions de dollars, soit 10,2 millions de dollars de plus que les projections initiales. Le tableau 1 présente une vue d'ensemble des recettes effectives et prévues.

1. Recettes provenant de l'exécution des projets

8. En 1996, les projets réalisés ont représenté 430,8 millions de dollars et leur exécution a produit 31,6 millions de dollars de recettes; d'après l'objectif du plan stratégique, les projets en cours devraient représenter 500 millions de dollars en 1997, soit une augmentation de 16 %, les recettes provenant de leur exécution étant estimées à 35,3 millions de dollars. Cet objectif est très ambitieux mais, grâce à l'obtention de nouvelles opérations, d'une part, et compte tenu de l'état d'exécution des projets au mois de mai 1997, d'autre part, il est, pour l'UNOPS, tout à fait réalisable.

2. Recettes provenant de la prestation de "services purs"

9. Comme l'a noté le Directeur exécutif dans son rapport annuel (DP/1997/19), l'UNOPS est de plus en plus souvent sollicité pour fournir des services d'appui à l'exécution et à la sous-traitance de projets entrepris par d'autres, comme le service de gestion des prêts accordés par le Fonds international de développement agricole (FIDA) pour des projets exécutés par des entités nationales.

10. En 1996, les recettes au titre des services fournis au FIDA pour la gestion des prêts et la supervision des projets se sont élevées à 3,3 millions de dollars et devraient atteindre 4 millions de dollars en 1997, compte tenu de l'expansion continue du portefeuille de projets du FIDA.

3. Autres recettes

11. Les recettes de l'UNOPS comprennent également des éléments supplémentaires comme des intérêts et, en 1996, des postes budgétaires comme la contribution du Gouvernement danois au titre du transfert de la Division des services d'achats, à Copenhague. Ces recettes devraient atteindre 1,3 million de dollars en 1997 dont 1 million de dollars au titre des intérêts provenant des fonds de roulement et de réserve investis par le PNUD pour le compte de l'UNOPS.

B. Dépenses d'administration

12. Le budget d'administration approuvé pour l'exercice biennal 1996-1997 s'élève à 65,4 millions de dollars. Les dépenses effectives ont atteint 32,2 millions de dollars en 1996. Les prévisions révisées des dépenses d'administration pour 1997 ayant été fixées à 38,5 millions de dollars, les

prévisions révisées du budget pour l'exercice biennal 1996-1997 ont donc été augmentées de 5,2 millions de dollars, soit un montant total de 70,6 millions de dollars qui sera intégralement couvert par les recettes de l'UNOPS. On trouvera au tableau 2 les détails relatifs au budget d'administration; les principaux écarts entre le budget approuvé et les principaux postes de dépenses sont analysés ci-dessous.

1. Effectifs

13. Les salaires et les dépenses communes du personnel représentent généralement le poste le plus important du budget d'administration et leur montant équivaut presque au volume en opération. Compte tenu de la croissance des activités et donc de la nécessité de renforcer les capacités d'exécution, les effectifs (fonctionnaires titulaires de postes permanents et autres personnes recrutées pour une durée déterminée) devraient augmenter en 1997 puis se stabiliser durant l'exercice biennal 1998-1999. Dans tous les cas, les postes vacants ne seront pourvus qu'en cas de nécessité justifiée par la demande et seront financés par les recettes projetées.

14. Depuis le 1er janvier 1996, 37 nouveaux postes (1 poste d'administrateur et 36 postes d'agent des services généraux) ont été créés, portant le total des effectifs à 281 contre 244 auparavant. Au 31 mai 1997, 247 personnes étaient employées par l'UNOPS parmi lesquelles 221 étaient titulaires de contrats des séries 100, 200 et 300. Il y a lieu de rappeler à ce propos que, comme l'indique le document DP/1996/36, la création et la suppression de postes à l'UNOPS n'affectent que les types de contrat attribués aux fonctionnaires nouvellement recrutés et n'ont aucune incidence financière directe étant donné que l'UNOPS n'a pas de budget propre permettant de financer ces postes. Ainsi, les effectifs de l'UNOPS se composent de fonctionnaires permanents et de personnes recrutées sur des contrats de durée limitée ou des contrats de louage de services. Le dosage de ces deux catégories de personnel est généralement stable mais peut être modifié en fonction des besoins.

15. L'UNOPS estime que l'augmentation du nombre de postes permanents et la répartition entre les postes permanents, les contrats à durée limitée et les contrats de louage de services correspondent à ses besoins pour 1997 et l'exercice biennal suivant. Il est à noter à cet égard que l'augmentation des effectifs de 15 % par rapport à l'exercice 1994-1995 correspond à la croissance du volume des prestations de services qui devrait progresser de 21 %. Le Conseil d'administration est invité à approuver la création de 37 postes supplémentaires, dont 4 à Abidjan.

2. Bureaux décentralisés

16. En 1996, l'UNOPS a créé des bureaux à Copenhague et à Genève. En mai 1997, le Comité de coordination de la gestion a entériné la proposition visant à créer un bureau à Abidjan (Côte d'Ivoire). À la suite d'une analyse coûts-avantages, il a été décidé que ce bureau s'occupera, dans un premier temps, de la gestion d'un portefeuille de projets du FIDA tout en fournissant un appui au niveau local aux opérations en Afrique occidentale. Les dépenses dues à l'ouverture de ce bureau sont comprises dans le budget d'administration. Il est par ailleurs

prévu de transférer un poste du siège à Abidjan après accord du Conseil d'administration.

3. Remboursement au PNUD des services fournis

17. L'UNOPS rembourse aux bureaux de pays du PNUD les coûts supplémentaires des services fournis aux projets exécutés par l'UNOPS. Ces remboursements ont atteint 1,8 million de dollars en 1996 et devraient s'élever à 2 millions de dollars en 1997, 1998 et 1999.

18. Les remboursements des services centraux fournis par le PNUD (notamment par la Division de la vérification des comptes et du contrôle de la gestion) et des services centraux fournis par l'Organisation des Nations Unies se sont élevés à 4,1 millions de dollars en 1996 et devraient atteindre 4,2 millions de dollars en 1997. Ces services et les coûts qui y sont liés ont été examinés par l'UNOPS et le PNUD durant le mois écoulé dans un souci de clarté et de transparence. Les résultats de cette étude qui n'est pas encore achevée seront incorporés dans la prochaine présentation du budget.

19. Les remboursements au PNUD au titre des services fournis par ses bureaux de pays et des services centraux fournis par lui ou par son intermédiaire se sont élevés à environ 18 % du montant total des dépenses d'administration pour 1996.

4. Systèmes d'information

20. L'UNOPS a entrepris en 1996 de moderniser son matériel et ses logiciels informatiques, opération qui avait été reportée durant les années précédentes. Elle se poursuivra en 1997 afin d'améliorer les communications avec New York et entre New York et les bureaux décentralisés d'une part, et chaque fois que possible, avec les sites des projets, d'autre part.

21. L'UNOPS a également entamé une étude qui devrait lui permettre de définir sa stratégie en matière de systèmes d'information pour l'an 2000 et au-delà, en évaluant notamment les incidences éventuelles du projet de système intégré de gestion (SIG). Cette étude déterminera la nature et le degré de développement du système et des opérations de renouvellement nécessaires, mais on peut d'ores et déjà affirmer qu'il faudra entreprendre d'importants travaux qui auront des incidences budgétaires considérables durant l'exercice en cours et le suivant. L'UNOPS estime que ces dépenses qui font l'objet d'une rubrique distincte dans le tableau 2 correspondent assez bien à l'étendue et au calendrier de cette opération. Pour l'exercice 1998-1999, l'UNOPS a retenu le principe consistant à consacrer l'ensemble des recettes supplémentaires à cet investissement à long terme. Toute réduction des dépenses sera immédiatement indiquée dans les rapports financiers de l'UNOPS. Les éventuels investissements supplémentaires seront considérés comme une réduction de recettes et seront financés à court terme par la réserve opérationnelle. Cette formule pourrait faire l'objet d'une révision au cours de l'année prochaine lorsque les incidences financières du projet apparaîtront plus clairement.

III. PROJECTIONS DE RECETTES ET DÉPENSES BUDGÉTAIRES PRÉVISIONNELLES POUR L'EXERCICE BIENNAL 1998-1999

22. L'UNOPS prévoit que durant l'exercice biennal 1998-1999, le portefeuille de projets ainsi que les niveaux d'exécution et de recettes ne dépasseront pas les prévisions établies pour l'année 1997. Cette prévision s'appuie sur les projections détaillées du plan stratégique pour 1997 ainsi que sur l'expérience des premiers mois de cette année et tient compte des fluctuations attendues dans la composition du portefeuille de projets.

23. Le tableau 1 présente une vue d'ensemble des prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 1998-1999 tandis que le tableau 2 indique le détail des dépenses administratives. Les prévisions de recettes et de dépenses administratives s'élèvent à 84,7 millions de dollars pour l'exercice biennal compte tenu des incidences budgétaires du projet de système d'information en voie de réalisation et de la formule de financement proposée au paragraphe 21. Le projet devrait absorber la totalité des recettes excédentaires de l'exercice biennal et pourrait atteindre le plafond de financement par le fonds de réserve proposé dans le document DP/1997/26 si ce plafond est approuvé par le Conseil d'administration.

24. Les ressources de l'UNOPS continueront d'être gérées conformément au principe d'autofinancement. Le portefeuille des projets, les budgets, les dépenses, les recettes et les dépenses administratives continueront d'être gérés et contrôlés mois par mois afin d'apporter sans retard les corrections nécessaires.

25. L'examen des variables du modèle de gestion financière de l'UNOPS est d'ores et déjà à l'ordre du jour de toutes les réunions du Comité de coordination de la gestion. Dans le cas où la valeur des budgets des nouveaux projets approuvés en 1998 et 1999 ne correspondrait pas aux prévisions, les dépenses, y compris les dépenses de personnel, seront ramenées à un niveau compatible avec les meilleures prévisions de recettes. Ces décisions seront prises en consultation avec le Comité de coordination de la gestion et le Conseil d'administration en sera tenu informé. Les dépenses d'administration devraient dans tous les cas être intégralement financées par les recettes provenant des services fournis par l'UNOPS dans le cadre du principe d'autofinancement.

IV. DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

26. Le Conseil d'administration pourra :

1. Prendre acte du rapport du Directeur exécutif sur les prévisions de dépenses révisées pour l'exercice biennal 1996-1997 et les prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 1998-1999 (DP/1997/29);

2. Approuver le projet de budget révisé pour l'exercice biennal 1996-1997, pour un montant de 70 579 000 dollars;

3. Approuver le projet de budget pour l'exercice biennal 1998-1999, pour un montant de 84 700 000 dollars;

4. Approuver la création de 37 postes supplémentaires et le transfert d'un poste de New York au bureau d'Abidjan.

/...

Tableau 1

Prévisions des dépenses au titre des projets (exécution par l'UNOPS) et des recettes de l'UNOPS pour les exercices biennaux 1996-1997 et 1998-1999 et montants comparatifs de l'exercice biennal 1994-1995

	(En millions de dollars des États-Unis)							
	Montants effectifs 1994-1995	Estimations approuvées 1996-1997	Montants effectifs 1996	Projections 1997	Montants révisés 1996-1997	Projections 1998	Projections 1999	Projections 1998-1999
Exécution	768,7	918,3	430,8	500,0	930,8	550,0	500,0	1 050,0
Recettes provenant de l'exécution des projets confiés à l'UNOPS	52,9	59,7	31,6	35,3	66,9	38,8	35,3	74,1
Recettes au titre des "services purs" (FIDA)	5,7	6,0	3,3	4,0	7,3	4,0	4,0	8,0
Autres recettes	0,7	1,5	1,9	1,3	3,2	1,3	1,3	2,6
Total des recettes	59,3	67,2	36,8	40,6	77,4	44,1	40,6	84,7
Dépenses d'administration	55,6	65,4	32,2	38,5	70,7	44,1	40,6	84,7
Recettes nettes	3,7	1,8	4,6	2,1	6,7	0,0	0,0	0,0

Tableau 2

Prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 1996-1997 et prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 1998-1999

(En milliers de dollars des États-Unis)

Poste de dépense	Prévisions approuvées 1996-1997	Dépenses effectives 1996	Dépenses estimatives 1997	Prévisions révisées Exercice biennal 1996-1997	Prévisions Exercice biennal 1998-1999
010 Traitements et salaires	22 400,0	9 486,0	11 907,0	21 393,0	27 716,0
100 Dépenses communes de personnel	12 800,0	5 657,0	7 372,0	13 029,0	17 296,0
030 Personnel temporaire	2 000,0	1 682,0	1 044,0	2 726,0	2 106,0
070 Engagements pour une durée limitée	3 300,0	1 689,0	1 497,0	3 186,0	3 130,0
040 Consultants	1 300,0	883,0	900,0	1 783,0	2 000,0
050 Heures supplémentaires	250,0	204,0	250,0	454,0	500,0
220 Voyages autorisés des fonctionnaires	1 250,0	574,0	750,0	1 324,0	1 800,0
310 Travaux contractuels d'imprimerie	120,0	54,0	66,0	120,0	130,0
330 Traduction	50,0	17,0	25,0	42,0	50,0
340 Contrats de développement de systèmes	1 000,0	434,0	275,0	709,0	600,0
350 Contrats de sous-traitance	800,0	153,0	1 100,0	1 253,0	1 800,0
410 Loyers et entretien des locaux	4 700,0	1 978,0	2 900,0	4 878,0	5 000,0
420 Chauffage, éclairage, énergie et eau	200,0	91,0	100,0	191,0	250,0
430 Location et entretien de matériels	200,0	71,0	75,0	146,0	150,0
440 Communications	1 900,0	738,0	1 000,0	1 738,0	1 900,0
450 Dépenses de représentation	10,0	9,0	30,0	39,0	60,0
490 Services divers	450,0	157,0	150,0	307,0	300,0
510 Fournitures de bureau	500,0	388,0	300,0	688,0	600,0
610 Mobilier et machines de bureau	200,0	164,0	200,0	364,0	400,0
620 Matériels et logiciels (micro-informatique)	800,0	1 767,0	850,0	2 617,0	2 000,0
630 Transport de matériel	20,0	0,0	0,0	0,0	0,0
710 Remboursement au SCNY/CICE	150,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total partiel	54 400,0	26 196,0	30 791,0	56 987,0	67 788,0
000 Mise en place des systèmes	0,0	0,0	1 500,0	1 500,0	4 312,0
740 Services fournis par les bureaux de pays du PNUD et d'autres organismes de l'ONU	3 500,0	1 842,0	2 000,0	3 842,0	4 000,0
750 Remboursement au PNUD :					
Services fournis par le PNUD/Division de la vérification des comptes et du contrôle de la gestion	1 600,0	800,0	800,0	1 600,0	1 600,0
Services centraux du PNUD	5 044,0	2 945,0	2 900,0	5 845,0	6 000,0
Services centraux de L'ONU	900,0	400,0	500,0	900,0	1 000,0
Total partiel	11 044,0	5 987,0	7 700,0	13 687,0	16 912,0
Total général	65 444,0	32 183,0	38 491,0	70 674,0	84 700,0

Tableau 3

Tableau d'effectifs actuel de l'UNOPS

Catégorie/classe du personnel	Postes permanents	Postes reclassés	Postes supplémentaires	Tableau d'effectifs révisé	Postes pourvus par les fonctionnaires des séries 100/200		Postes pourvus par des fonctionnaires de la série 300 (contrat de durée limitée)		Recrutement en cours	Postes vacants	Total
SSG	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1
D-2	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1
D-1	9	2	0	11	11	0	0	0	0	0	11
P-5	31	0	0	31	25	2	2	2	2	2	31
P-4	29	0	0	29	15	6	6	6	6	2	29
P-3	17	(1)	0	16	11	5	5	0	0	0	16
P-2/1	3	5	1	9	6	2	2	0	0	1	9
Total partiel	91	6	1	98	70	15	15	8	8	5	98
Services généraux											
1re classe	50	(6)	12	56	51	0	0	3	3	2	56
Autres classes	103	0	24	127	85	0	0	34	34	8	127
Total partiel	153	(6)	36	183	136	0	0	37	37	10	183
Total général	244	0	37	281	206	15	15	45	45	15	281
